

Unité inter-départementale Gard-Lozère
89 Rue Weber
CS 52002
30900 Nîmes Cedex 2

Nîmes, le 21/04/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 21/04/2022

Contexte et constats

Publié sur



LAFARGE GRANULATS -CROZEL TP

Villeverte
Bassin des Antiquailles
30000 NIMES

Références :

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 21/04/2022 dans l'établissement LAFARGE GRANULATS -CROZEL TP implanté Villeverte Bassin des Antiquailles 30000 NIMES. L'inspection a été annoncée le 07/03/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite est réalisée dans le cadre du PPC, s'agissant d'une installation vérifiée annuellement.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- LAFARGE GRANULATS -CROZEL TP
- Villeverte Bassin des Antiquailles 30000 NIMES
- Code AIOT dans GUN : 0006605737
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non IED - MTD

La carrière des antiquailles est une carrière de calcaires autorisée par arrêté préfectoral du 15 décembre 2016 pour une durée de 15 ans. L'objectif à la fin de l'autorisation est de permettre la création d'un bassin écrêteur de crue pour préserver la ville de Nîmes des inondations en cas d'épisode cévenol. L'exploitation est réalisée en coordination avec les travaux de réalisation des cadereaux d'arrivée des eaux pluviales.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Suivi environnemental sur les poussières
- Réalisation des Tirs de Mines

- Dispositions mises en oeuvre contre les risques d'incendie et d'explosion

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Les tirs de mines	Arrêté Préfectoral du 15/12/2016, article 9.3	/	Sans objet
Risques incendie et explosion	Arrêté Préfectoral du 15/12/2016, article 11>4.2	/	Sans objet
suite données à la dernière inspection	Arrêté Préfectoral du 15/12/2016, article 2.1.8	/	Sans objet
présence des FDS	Arrêté Préfectoral du 15/12/2016, article 2.2.2	/	Sans objet

Le délai demandé pour apporter les réponses est fixé à 2 mois.

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La carrière fait l'objet d'un suivi régulier depuis son autorisation. La visite de l'année 2022 a établi 4 observations portant sur les sujets suivants : consignes d'interdiction de feux, documentation relative aux tirs d'explosifs, consignes d'exploitation.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Les tirs de mines

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/12/2016, article 9.3
Thème(s) : Risques chroniques, Tirs de mines
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les plans de tirs, aménagements et mesures de protection sont conformes aux dispositions de l'arrêté du 29 septembre 2005 et de la circulaire du 10 mai 2010 en application de la loi du 30 juillet 2003.</p> <p>L'exploitant est tenu de mettre en œuvre les mesures relatives aux risques de projections telles que mentionnées dans le dossier complémentaire consécutif à sa désignation par la ville de Nîmes.</p> <p>Il doit notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - dimensionner les charges en fonction de la proximité des axes routiers, - orienter les tirs de mines, - respecter les diamètres de foration pour les tirs en gradin et de masse suivant la profondeur considérée, - mettre en place une géomembrane pendant les tirs de mines la RD 418, à une heure de faible affluence pour limiter la gêne occasionnée aux usagers, - prévenir les autorités militaires du camp des Garrigues des périodes de tirs de mines, - informer les usager le matin du tir de mines par une signalisation indiquant l'horaire de fermeture de la RD 418, - mettre en place du personnel aux 2 extrémités de la zone interdite à la circulation sur la RD 418 pendant la fermeture. <p>Les tirs sont autorisés au maximum 2 fois par semaine.</p>
<p>Constats : L'exploitant ne dispose pas de géomembrane pour la réalisation des tirs de découverte.</p> <p>Par ailleurs, l'inspection a vérifié par échantillonnage 3 plans de tirs pour l'année 2022. Concernant le tir n°6 du 15 mars 2022, le résultat de la foration réalisé par l'opérateur n'est pas annoté ni signé. Il est souhaitable d'établir une bonne traçabilité de cette tâche importante dans le déroulement du tir.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites

Nom du point de contrôle : Risques incendie et explosion

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/12/2016, article 11>4.2
Thème(s) : Risques accidentels, interdiction des feux
Prescription contrôlée : Il est interdit d'apporter du feu sous une forme quelconque dans les parties des installations présentant des risques d'incendie ou d'explosion, sauf pour la réalisation de travaux ayant fait l'objet d'un « permis de feu ». Cette interdiction doit être affichée en caractère apparents.
Constats : L'affichage relatif à l'interdiction de feu sur la carrière est limité à la zone "atelier" de stockage des équipements. Elle doit être généralisé au site.
Type de suites proposées : Susceptible de suites

Nom du point de contrôle : Suites données à la dernière inspection

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/12/2016, article 2.1.8
Thème(s) : Risques chroniques, consignes d'arrosage
Prescription contrôlée : Sans préjudice des dispositions du code du travail, l'exploitant établit des consignes d'exploitation pour l'ensemble des installations comportant explicitement les vérifications à effectuer, en conditions d'exploitation normale, en période de démarrage de dysfonctionnement ou d'arrêt momentanée de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté.
Constats : La consigne de réalisation des opérations d'arrosage reste à écrire. L'exploitant réalise une traçabilité des opérations d'arrosage de façon hebdomadaire concernant les passages réalisés par l'entreprise sous-traitante.
Type de suites proposées : Susceptible de suites

Nom du point de contrôle : présence des FDS

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/12/2016, article 2.2.2
Thème(s) : Risques chroniques, FDS concernant les explosifs
Prescription contrôlée : La documentation comprend au minimum: - les informations sur les produits mis en oeuvre; [..]
Constats : L'exploitant n'a pas à disposition sur le site la copie des Fiches de Données de Sécurité concernant les explosifs utilisés
Type de suites proposées : Susceptible de suites